

Marché Public de Fournitures

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation

Conception, fourniture, installation et mise en service d'un banc d'essais de moteurs électriques au profit de l'AIA-CP

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE	3
2. OBJET - DESIGNATION - PRIX.....	4
3. CARACTERE DES PRIX	4
4. CONDITIONS DE PAIEMENT.....	5
5. DELAIS – LIVRAISONS - PENALITES.....	7
6. CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
7. GARANTIES.....	10
8. SOUS-TRAITANCE	10
9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	11
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	13
11. OBLIGATIONS PARTICULIERES	14
12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	15
13. DEROGATIONS	20

Annexes A :

- CCTP n°2025/006/AIACP/DEQ version 0 du 25/07/2025

Annexe 1 : Procès-verbal de constat de droits à paiements d'acomptes

Annexe 2 : Plan d'acomptage

Annexe 3 : Conditions d'accès AIACP

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

1.1. Documents contractuels régissant le marché

Le marché est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante

1.1.1. Acte d'engagement/CCAP

- l'acte d'engagement, signé par les représentants du pouvoir adjudicateur et du titulaire¹, et ses éventuelles annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles.

1.1.2. Annexe(s) particulière(s)

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹ en annexe A et qui contient les exigences techniques du pouvoir adjudicateur :
 - CCTP n°2025/006/AIACP/DEQ version 0 du 25/07/2025

1.1.3. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels passés au nom de l'Etat approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG/MI ci-après (Journal Officiel du 01/04/2021)².

Les dérogations au CCAG sont listées à l'article 14 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG s'appliquent.

1.1.4. La proposition technique du titulaire pour tout ce qui n'est pas contraire aux documents contractuels du marché.

1.1.5. Actes spéciaux de sous-traitance

- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché.

1.1.6. Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité approuvé par arrêté du 18 septembre 2018 (Journal Officiel du 27 septembre 2018)²

1 Document joint

2 Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

2. OBJET - DESIGNATION - MONTANT

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, fourniture, installation et mise en service d'un banc d'essais de moteurs électriques au profit de l'AIA-CP.

2.2. Allotissement

Sans objet.

2.3. Durée du marché

Le présent marché débute conformément aux délais indiqués dans le §3 de l'acte d'engagement.

2.4. Montant du marché

Le titulaire s'engage à livrer les fournitures et réaliser les prestations associées, qui lui seront commandées, dans les conditions de prix fixées au § 2 de l'acte d'engagement.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1. Contenu des prix

Les prix de la fourniture et des prestations associées comprennent tous les frais afférents et en particulier :

- à l'étude, la réalisation, la livraison, l'installation et la mise en service,
- au conditionnement, à l'emballage et à la manutention, au transport jusqu'au lieu de livraison,
- au déchargement des matériels,
- aux garanties définies à l'article 7 ci-après,
- aux opérations de vérification,
- à la formation initiale du personnel,
- à la maintenance préventive et la métrologie pendant la durée de garantie du banc,
- à la fourniture d'un lot de pièces de rechanges,
- à la documentation,
- et d'une manière générale à tout ce qui concourt à la réalisation des fournitures et/ou services définis à la bonne exécution des prestations.

3.2. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques de la date limite de remise de l'offre finale, **soit le mois de** (à remplir par l'administration) pour l'ensemble du marché.

3.3. Type et forme des prix

Les prix initiaux sont forfaitaires et définitifs.

Les prix sont **fermes**, éventuellement actualisables dans les conditions prévues ci-dessous.

3.4. Actualisation des prix

Si plus de 3 (TROIS) mois s'écoulent entre la date des conditions économiques indiquée à l'article 3.2 ci-avant et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à une date antérieure de 3 (TROIS) mois à la date de notification du marché.

L'actualisation des prix se fera à l'aide de la formule suivante :

$$P1 = P0 [0,70 \text{ SwIMe } 1 / \text{SwIMe } 0 + 0,30 \text{ PsdL } 1 / \text{PsdL } 0]$$

dans laquelle :

P1 = prix actualisé

P0 = prix de base du marché établi aux conditions économiques indiquées à l'article 3.2 supra.

Les indices 0 sont lues aux conditions économiques à l'article 3.2 du CCAP

Les indices 1 sont lues à la valeur du dernier indice définitif paru à la date de révision.

Sw-IME = ICHT-IME indice mensuel du coût horaire de travail révisé – Salaires et charges tous salariés – dans le secteur Industries mécaniques et électriques (NAF rév 2 postes 25-30-32-33) Base 100 en décembre 2008, publié sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr – identifiant : 001565183.

PsdL = valeur de l'indice des produits et services divers représentatif des frais généraux des entreprises de l'armement, lue sur le site internet du portail des achats du Ministère de la Défense <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement>

Afin de calculer les révisions de prix, le titulaire peut utiliser l'outil ICARE. Cet outil, sous forme de tableur, intègre une base de données des indices couramment utilisés dans les marchés publics d'armement et facilite le calcul des révisions. L'outil ICARE peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/reviser-les-prix-indices-icare>

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Généralités

Les demandes de paiement doivent être visées et adressées au service liquidateur par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) et, dans le cas de cotraitance, correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie au CCAP valant acte d'engagement.

Les paiements dus au titulaire s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

Dans le cas d'un titulaire Français, si les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, elle est due au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement du prix ou de l'acompte le cas échéant, pour l'ensemble du marché.

4.2. Avance (articles R.2391-12 à R.2391-15 du code de la commande publique)

Conformément aux articles R.2391-12 à R.2391-15 du code de la commande publique et au § 5.1 de l'acte d'engagement.

4.3. Acompte

Conformément aux articles R.2391-16 et 17 du code de la commande publique et au §5.2 de l'acte d'engagement.

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire (ou chacun des cotraitants) a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement (de sa part respective si cotraitants et dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement) des acomptes figurant dans le tableau en annexe 2 et qui sont fixés en pourcentage du prix initial HT (si

titulaire étranger) ou TTC (si titulaire français) du lot de liquidation financière concerné fixé à l'article 4.4.1.

Pour faciliter le traitement de la demande d'acompte, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA concerné, identifié dans la case Rédacteur au verso de la page de garde du CCTP, qui lui en renverra une copie une fois visé par le représentant de l'Acheteur. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le représentant de l'Acheteur qui sera joint à la facture. Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, ces acomptes pourront être versés mensuellement comme indiqué dans le tableau de l'annexe 2 du CCAP.

Les demandes de paiement d'acompte (procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes (PVCA) figurant en annexe 1 et facture d'acompte) sont transmises par le titulaire (ou le mandataire) au service liquidateur dans les conditions définies à l'article 12.8 ci-après.

4.4. Solde

4.4.1. Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière.

Les postes 1.1 et 1.2 constituent chacun un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

Les postes 1.3 et 1.4 constituent chacun un lot de présentation aux opérations de vérification mais un seul lot de liquidation financière pour les deux postes.

Les postes 2.1 et 2.2 constituent chacun un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

4.4.2. Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde du lot de liquidation financière sera payé après admission de l'ensemble des fournitures et prestations correspondantes.

4.4.3. Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont adressées par le titulaire (ou le mandataire) en 1 (UN) exemplaire au service liquidateur désigné à l'article 12.7 ci-après, accompagnées de la décision d'admission qui lui aura été notifiée par le pouvoir adjudicateur. En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie au CCAP valant acte d'engagement.

Toutefois, si aucune décision n'est notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai de vérification prévu à l'article 6.7.2 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision d'admission.

Les factures (demandes de paiement de solde) envoyées en 1 (UN) exemplaire doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

Les conditions d'envoi de facture sont précisées à l'article 12.7.1.

4.4.4. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés à l'article R.2192-31 appelé par l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions dudit code, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- **pour l'avance**, la date de notification du marché,
- **pour les acomptes**, la date la plus tardive entre la date de réception par le service liquidateur de la demande d'acompte et la date d'ouverture du droit à acompte.

- **pour le solde** et les éventuels règlements partiels définitifs, la date de réception par le service liquidateur de la facture du titulaire (le mandataire en cas de cotraitance), accompagnée de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet d'admission des fournitures comme indiquée à l'article 6.7.3 ci-après. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai prévu à l'article 6.7.2 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire sera en droit d'envoyer sa facture en mentionnant qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision du pouvoir adjudicateur. La date de réception de la facture par le service liquidateur constitue alors le point de départ du délai de paiement.

5. DELAIS – LIVRAISONS - PENALITES

5.1. Définition et contenu des délais

Les délais prévus au marché s'entendent en jours calendaires et périodes de congés annuels comprises.

Une neutralisation des jours de fermeture de l'AIA-CP sera réalisée. Cette/ces période(s) sera(ont) neutralisée(s) dans le décompte des délais d'exécution pour le calcul des pénalités.

Le planning des fermetures de l'AIA-CP sera communiqué au titulaire par le service technique et ces délais pourront être neutralisés si la livraison se situe dans ce créneau.

Les délais fixés au marché s'entendent conformément au §3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution s'entendent comme délais de présentation aux opérations de vérification.

Le délai global du poste 1 ne doit pas être supérieur à **270 jours calendaires**.

5.2. Livraison des fournitures et prestations associées

5.2.1. Délais et composition des lots de présentation aux opérations de vérification

Le délai de présentation aux opérations de vérification du marché est fixé dans le marché.

La composition détaillée des fournitures livrables figure dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.2 ci-avant.

5.2.2. Livraison des fournitures

La livraison des fournitures sera effectuée à destination, franco de port, pour l'ensemble du marché.

Le lieu de destination est le suivant :

Atelier Industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Division Equipement (DEQ)
Chemin de l'aviation
83390 PIERREFEU DU VAR

Dans le cas d'une livraison par transporteur, ce dernier devra signer un protocole de sécurité pour chargement/déchargement qui lui sera présenté et commenté à l'accueil, lors de formalités obligatoires d'entrée sur le site.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

5.2.3. Livraison des documents

La fourniture doit être accompagnée des documents spécifiés dans le CCTP rédigés en français.

5.3. Pénalités

Si le **délai global du poste 1 fixé** au § 3 de l'acte d'engagement est dépassé, des pénalités sont calculées, conformément aux dispositions de l'article 15.1 du CCAG/MI, par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée, soit le montant HT du poste 1

R = nombre de jours calendaires de retard

Si le **délai maximum exigé du poste 1.4 fixé à 56 jours** est dépassé, des pénalités sont calculées, par dérogation aux dispositions de l'article 15.1 du CCAG/MI, par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée, soit le montant HT du poste 1

R = nombre de jours calendaires de retard

Si le délai global du poste 1 et le délai maximum du poste 1.4 sont dépassés, les pénalités à appliquer seront celles concernant le délai maximum du 1.4.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MI, **des pénalités forfaitaires de 50 € par jour calendaires de retard seront appliquées dans le cas de la maintenance du poste 2 non réalisée selon le planning/la périodicité définie par le titulaire.**

En cas de cotraitance, les pénalités sont précomptées selon la répartition par cotraitant dans le cas où celle-ci est définie au marché.

Par dérogation au CCAG/MI, le décompte de pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 15.3 du CCAG/MI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

6. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. Dispositions particulières aux marchés à bons de commandes

Sans objet.

6.2. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les prestations selon les clauses du présent marché (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre,

Le résultat demandé est défini dans le CCTP cité à l'article 1.1.2 ci-avant.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui être confiés.

6.3. Clauses techniques particulières

Les fournitures doivent satisfaire aux exigences du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) mentionnée à l'article 1.1.2 du présent marché.

6.4. Normes – Documents de référence

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes – parties, chapitres ou paragraphes de normes – référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire, ou toute autre référence accessible au pouvoir adjudicateur dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en terme de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter du pouvoir adjudicateur.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur pour utiliser :

- De nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat,
- Des normes d'indice autre que celui cité au contrat,

Et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des services contractuels.

Il est de la responsabilité du titulaire d'alerter le PA de l'arrivée d'une nouvelle norme à appliquer.

6.5. Lieu d'exécution

La livraison et les prestations associées sont réalisées à destination sur le site de l'AIA-CP.

6.6. Assurances qualités des fournitures

L'Assurance Qualité des Services (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.6.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.6.1. Autorité responsable de l'AQF

Dans le cadre du présent marché, l'autorité qui assume les missions de :

- l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à l'admission,
- l'autorité chargée de la surveillance de l'exécution des services,

est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité des services ».

L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département qualité contrôle de l'AIA de Cuers-Pierrefeu pour l'ensemble du marché.

A défaut de notification dans les délais impartis aux opérations de vérification, l'admission est réputée acceptée conformément au CCAG.

6.6.2. Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des services définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses services afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.6.3. Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des services sont stipulées dans le CCTP mentionné à l'article 1.1.2 ci-avant.

6.7. Constatation de l'exécution des fournitures

6.7.1. Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des vérifications

Par dérogation aux dispositions de l'article 34 du CCAG/MI, l'autorité chargée de prononcer la décision d'admission est, par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le **Chef du Département Equipement (DEQ) ou son représentant**.

6.7.2. Délais pour les opérations de vérification et pour la notification des décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du CCAG/MI, l'organisme chargé de prononcer la décision d'admission dispose de **45 (quarante-cinq) jours** compte tenu de la nécessité des essais à

effectuer, à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour effectuer ces opérations et prononcer sa décision. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pendant la période de fermeture des établissements du pouvoir adjudicateur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.7.3. Date d'effet de la décision d'admission

La décision d'admission, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

En cas d'admission, sa date d'effet est la date de notification de la décision d'admission.

A défaut de notification dans les délais impartis aux opérations de vérification, l'admission est réputée acceptée conformément au CCAG.

6.8. Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions suivantes pourra être faite par voie dématérialisée :

- notification du marché,
- notification des décisions de prolongation de délai, de sursis de livraison, de maintien ou d'exonération des pénalités,
- notification des décisions d'admission,
- notification des décomptes de pénalités,

Cas d'une notification via le site PLACE :

La date de téléchargement du document sur PLACE, qui déclenche un accusé de réception, est retenue comme date de notification.

Cas d'une notification directe par courriel du service émetteur :

Le titulaire accuse réception du document avec confirmation de la notification du document concerné, par retour de courriel auprès du service émetteur. La date de notification retenue est la date du courriel de confirmation du titulaire. L'accusé de réception automatique ne vaut pas notification.

Dans les deux cas (notification via PLACE ou notification directe par courriel), sans téléchargement ou confirmation de la part du titulaire sous 72 heures ouvrées, le service émetteur s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents par le titulaire.

L'adresse (Les adresses) courriel(s) du titulaire est (sont) définie(s) dans l'acte d'engagement page 2.

7. GARANTIES

Par dérogation à l'article 36 du CCAG/MI, elle est fixée à **24 mois minimum**, et couvre pièces, main d'œuvre et déplacement.

La durée de la garantie débute à compter de la date d'admission de la fourniture et des prestations de services associées.

Nota : les rechanges du matériel doivent être facilement approvisionnables pendant toute la durée de vie prévisible du matériel mis en place.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8. SOUS-TRAITANCE

Le(s) sous-traitant(s) du titulaire connu(s) à la date de notification du marché fait (font) l'objet d'annexes éventuelles au CCAP mentionné à l'article 1.1.1 ci-avant.

Le titulaire a obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir en cours d'exécution du marché.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les dispositions prévues au marché sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.1. Sous-traitants à paiement direct

8.1.1. Sociétés concernées

En ce qui concerne les marchés régis par le CCAG/MI, l'(les) éventuel(s) sous-traitant(s) objet d'annexe(s) à l'acte d'engagement peut(peuvent) bénéficier, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur aux montants spécifiés à l'article R.2393-33 du décret 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, et si les conditions de paiement du(des) sous-traitant(s) ont été agréées par l'autorité habilitée à signer les contrats, du paiement direct.

8.1.2. Montant(s) sous-traité(s)

L'(Les) éventuel(s) montant(s) payés directement à des sous-traitants sont fixés dans l'(les) annexe(s) au CCAP, si elle(s) existe(nt).

8.2. Agrément des sous-traitants

Le présent marché a valeur d'acceptation des éventuels sous-traitants identifiés en annexes (si elles existent) au CCAP et d'agrément de leurs conditions de paiement définies dans ces mêmes annexes.

9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

9.1. Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

L'AIA-CP est classé zone protégée.

Aussi, il est procédé systématiquement à une enquête administrative (contrôle primaire) à l'endroit des personnes physiques devant accéder à l'AIA-CP dans le contexte de cet accord cadre.

L'officier de sécurité du site refusera l'emploi de toutes personnes n'ayant pas satisfait à ce contrôle.

Nota : l'attention du titulaire est attirée sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, il devra communiquer au plus tôt, (via la division d'emploi de l'AIA-CP), le formulaire de contrôle primaire du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Le titulaire s'engage à ne pas sous-traiter des prestations du présent marché sans autorisation préalable de l'autorité signataire du marché.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjuger des sanctions pénales.

9.2. Accès à un établissement du Service Industriel de l'Aéronautique

Pour les prestations du présent marché intéressant la défense, l'entreprise intervenante doit en conséquence se conformer aux points suivants, concernant le lieu d'exécution des prestations en application des instructions sur la sécurité dans les établissements du Service Industriel de l'Aéronautique. L'exécution des prestations n'est autorisée que sous réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- a) L'entrée de l'établissement se fait uniquement par le poste de garde.
- b) Les horaires de l'exécution des prestations sont ceux de l'établissement. Une demande de travail en dehors des heures ouvrables devra être formulée chaque fois que cela sera nécessaire. Elle sera déposée au service sécurité pour accord et devra comporter la liste du personnel et le lieu d'exécution des prestations.

9.3. Accès à l'AIA Cuers-Pierrefeu

Conditions d'accès à l'AIA Cuers-Pierrefeu

SIAé -AIA Cuers Pierrefeu

Chemin de l'aviation

83 390 PIERREFEU

Horaires de l'AIA Cuers-Pierrefeu
du lundi au vendredi de 7h30 à 15h30

- c) Toute personne étrangère à l'AIA -CP doit être porteur d'un badge établi par le poste de garde. Ce badge, permettant l'accès pour au maximum un an, est à présenter à chaque réquisition.
- d) L'entreprise doit préalablement à l'exécution du marché, faire le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour pénétrer à l'intérieur de l'établissement.
A ce titre, pour le primo accès, puis à chaque date anniversaire, elle devra fournir au service de sécurité de l'AIA-CP, au plus tard 5 (cinq) jours ouvrables avant le début d'exécution (via la division d'emploi de l'AIA-CP), pour les personnes concernées, leur nom et prénom, date et lieu de naissance, fonction, leur adresse complète et/ou une copie de leur pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport, carte de séjours).
- e) Les sous-traitants éventuels des entreprises seront astreints aux mêmes règles et à l'application de ces mêmes formalités.
- f) Il est interdit d'introduire dans l'établissement des boissons alcoolisées ou des armes.
- g) Les prises de vues (photographie ou vidéo) sont soumises à autorisation.
- h) Il est formellement interdit de fumer partout où l'interdiction en est affichée.
- i) Toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Un contrôle visuel des véhicules peut être effectué à tout moment par les gardiens du service de sécurité.
- j) Le responsable de l'entreprise doit immédiatement signaler au groupe incendie sauvetage de l'AIA-CP tout accident ou incident survenu à un membre de l'entreprise dans l'enceinte de l'établissement.

Tout contrevenant se verra immédiatement interdire l'accès à l'établissement par le service de sécurité.

L'inobservation par le titulaire de ces consignes, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée si elle provoque un accident ou une détérioration de matériel appartenant à l'AIA-CP.

Par ailleurs, l'entreprise déclare avoir pris connaissance des clauses administratives communes applicables aux prestations réalisées sur le site de l'AIA-CP et s'engage à respecter les consignes fixées par celui-ci.

9.4. Clause relative à la lutte informatique défensive

Dans le cadre de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information, le titulaire du marché s'engage :

1) Pour ses réseaux quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'Etat (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation...) en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, le pouvoir adjudicateur et l'OSSI (Officier de Sécurité des Systèmes d'Information) central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire, et de toute autre information nécessaire et connue,
- à prendre en compte les mesures préconisées par l'OSSI en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'Etat peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-dessus dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

2) Pour ses réseaux d'entreprise, à savoir tout réseau hébergeant des données autres que celles visées au 1), en cas d'intrusion constatée et concernant ses informations vitales, ou toute autre information à l'appréciation du titulaire :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, le pouvoir adjudicateur et l'OSSI central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire et de toute autre information nécessaire et connue,
- à mettre en œuvre, en concertation avec la personne publique, les mesures de sauvegarde et de protection de l'information hébergée sur lesdits réseaux.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles et dans le respect de leurs obligations légales respectives. Les parties se concerteront pour agréer au cas par cas les actions à mener.

L'Etat s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Les coordonnées de l'OSSI central (téléphone, courriel) seront fournies au titulaire à la notification du marché.

Le présent marché ne permet pas l'accès à des informations et support classifié mais il est classé sensible.

Néanmoins, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaire en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans l'établissement, au profit duquel du marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel cet marché est exécuté

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1. Transfert de propriété

Conformément à l'article 35 du CCAG/MI, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

10.2. Régime des résultats

Conformément aux articles 40.1, 40.2.2 du CCAG/MI.

11. OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1. Obligations comptables

Sans objet.

11.2. Retenue de garantie

Il n'est pas procédé à la retenue de garantie prévue par les articles R.2391-21 à R.2391-24 du code de la commande publique.

11.3. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires applicables en matière d'environnement liées aux hydrocarbures et de préservation du voisinage, de sécurité et de santé des personnes (notamment en termes de port des équipements de protection individuels : EPI)

Toute évolution de ces prescriptions intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de sa dernière et meilleure offre et ayant des conséquences contractuelles fera l'objet d'un avenant.

Sur demande du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

11.4. Assurances

Le pouvoir adjudicateur n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent marché et avant le commencement de la première intervention sur le site du pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

11.5. Application de REACH (Registration Evaluation Autorisation and Restriction of Chemicals)

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH et les stipulations contractuelles suivantes :

11.5.1. Demande d'exemption défense non envisagée par l'autorité signataire du marché

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire fera son affaire des conséquences contractuelles, aussi bien calendaires et financières que techniques, consécutives à l'application du règlement CE n° 1907/2006 « REACH ».

Si le titulaire est dans l'obligation de solliciter auprès de l'organisme compétent une demande d'exemption défense : la personne publique pourra refuser de soutenir une telle demande et, dans le cas où le titulaire confirme ne pas pouvoir exécuter le marché sans recourir à une exemption défense, l'autorité signataire du marché pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, dans les conditions du CCAG correspondant. Dans le cas où la personne publique accepterait de soutenir une telle demande, les éventuelles conséquences contractuelles liées à l'instruction de la demande d'exemption défense, et le cas échéant de son refus par les autorités compétentes, feront l'objet d'une négociation entre les parties. Si les parties ne peuvent trouver un accord sur les conditions de poursuite des travaux affectés, le présent marché ou le (les) poste(s) concerné(s) pourra(ont) être résilié(s) pour événement lié au marché dans les conditions du CCAG mentionné à l'article 1 du présent marché. Il ne sera pas versé d'indemnité au titulaire.

11.5.2. Informations à fournir par le titulaire établi hors Union Européenne : désignation d'un représentant exclusif

Le titulaire établi en dehors de l'Union Européenne s'engage à ce qu'un représentant exclusif soit désigné au plus tard à la date notification du marché, conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement CE n° 1907/2006 « REACH ». Ce représentant respectera l'ensemble des obligations applicables aux importateurs au titre du règlement précité et supportera les obligations d'importateur qui pourraient incomber à la personne publique. Le titulaire informera la personne publique de la désignation de son représentant exclusif et lui fournira toutes les informations nécessaires le concernant et utiles à la bonne exécution du marché. Dans tous les cas, le titulaire demeure personnellement responsable en cas de défaillance de son représentant exclusif.

11.5.3. Informations sur les substances contenues dans les articles

Obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles :

Pour se conformer à l'article 33 du règlement REACH, le fournisseur d'un article contenant une substance soumise à autorisation et/ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0,1 % masse/masse fournit au destinataire de l'article les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance.

Obligation de communiquer des informations sur les substances et les mélanges, pour le cas des substances telles quelles ou contenues dans les mélanges :

En application de l'article 31 du règlement REACH et de l'article R4411-73 du code du travail, les substances ou mélanges dangereux doivent être livrés avec leur Fiche de données de sécurité (FDS) en français à jour au moment de la livraison.

Le titulaire joindra avec les dernières fournitures livrées au titre du présent marché les informations suffisantes dont il dispose ou à défaut une déclaration attestant qu'il n'a pu obtenir de telles informations.

12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1. Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA CP) et les sous-directeurs de l'AIA CP sont habilités à émettre toutes décisions au titre du présent marché relatives :

- aux décisions de prolongation de délai,
- aux décisions d'octroi de sursis de livraison,
- aux décisions d'exonération de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

Département Achats

(A l'attention de Mme Britt ALBALADEJO)
Chemin de l'aviation – BP 80
83390 CUERS

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.3.3 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 (DEUX) mois à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

12.2. Résiliation

En application des stipulations aux articles 41 à 48 du CCAG/MI.

12.3. Nantissement

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité, pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

Sur demande de la société concernée, il est délivré :

- au titulaire une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité,
- au(x) éventuel(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct une copie de l'original du présent marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R.2391-40 du code de la commande publique.

12.4. Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire français et sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, le titulaire affirme pour lui-même et ses éventuels sous-traitants mentionnés dans les éventuelles annexes du CCAP valant acte d'engagement :

- qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique,
- qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation en vigueur dans son pays.

Le titulaire atteste en outre l'exactitude des renseignements prévus à l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, le pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire.

12.5. Respect du droit du travail

12.5.1. Déclaration du titulaire

Dans le cas d'un titulaire français, le titulaire déclare sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire déclare que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire fournira les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTÉ) jours.

De plus, le titulaire s'engage à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée du marché, les documents visés aux articles L.2343-9 du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

12.5.2. Application des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>, ou, le cas échéant, sur PLACE.

A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

12.5.3. Sous-traitants

Le titulaire s'engage à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutés au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

12.5.4. Salariés de l'entreprise effectuant des prestations dans un organisme des armées

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des prestations dans un organisme des armées demeureront à tous égards salariés du titulaire et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.5.5. Respect du droit social

Le titulaire (les cotraitants) et/ou les sous-traitants non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui

(leur) est applicable, entre autres aux articles L1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R1263-3, R1262-4 et R1263-6 à l'Inspection du Travail des Armées (cga-ita.cmi-fct@intradef.gouv.fr) avec copie au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire (les cotraitants) et/ou les éventuels sous-traitants doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

12.6. Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

12.7. Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
La Sous-Direction des Affaires Financière (SDAF)
BP 80
83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2191-60 dudit code (état sommaire des prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA de Cuers-Pierrefeu (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelles que soient leur forme, en application de l'article R.2191-58 dudit code, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'agent comptable
SERVICES INDUSTRIELS DE L'ARMEMENT
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

12.7.1. Transmission des factures par voie dématérialisée

La transmission des factures par voie dématérialisée est obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1^{er} janvier 2020.

L'ensemble du service proposé est **gratuit**.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une aide technique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Conformément au décret 2016-1478 du 2/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'Etat accepte les factures émises sous forme dématérialisée sous réserve qu'elles comprennent :

- 1- Les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts
- 2- Le numéro de l'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »
- 3- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique «CHORUS » : D2035Z3083
- 4- Le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Les informations relatives aux 2 et 3 sont indiquées sur chaque marché et/ou bon de commande adressé au fournisseur.

Dès lors qu'il a choisi la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

- 1) Saisie des factures en ligne (- de 100 factures par an)
- 2) Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures par an)
- 3) Via l'EDI (échanges de données informatisées) : transmission des factures directement à l'Etat ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1 000 factures/an).

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif ou duplicatif).

12.8. Notification du marché

Si la date de notification du présent marché intervient après la date de fin de validité de l'offre, le titulaire disposera de 15 (QUINZE) jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent marché. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter la commande aux conditions du marché.

12.9. Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur des modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Le titulaire devra notamment informer le pouvoir adjudicateur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L620 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivants l'ouverture de la procédure.

Le titulaire doit informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Département Achats
BP 80
83390 CUERS

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
La Sous-Direction des Affaires Financière (SDAF)
BP 80
83390 CUERS
aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

13. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le titulaire et ses sous-traitants (s'ils sont une TPE, PME, ETI ou Start-up) peuvent solliciter un certificat de bonne exécution du marché auprès de l'Acheteur. Ce certificat vise à témoigner de la bonne exécution du contrat et de la satisfaction de l'Acheteur dans l'exécution des prestations. Sa délivrance demeure une faculté discrétionnaire de l'Acheteur.

14. DEROGATIONS

L'article 5.3 ci-avant déroge aux articles 15.1 et 15.3 du CCAG/MI

L'article 6.7.1 ci-avant déroge à l'article 34 du CCAG/MI

L'article 6.7.2 ci-avant déroge à l'article 33 du CCAG/MI

L'article 7 ci-avant déroge à l'article 36 CCAG/MI.

L'article 12.1 ci-avant déroge à l'article 14.3.3 du CCAG/MI.